

# Le chikungunya n'a pas brisé la croissance

Malgré la crise du chikungunya, l'année 2006 ne cède qu'un demi-point à la croissance moyenne des dix dernières années. D'après les premiers résultats issus des comptes rapides, le produit intérieur brut de La Réunion, exprimé en monnaie constante, a progressé à un rythme estimé à 4 %, presque deux fois plus rapide que celui observé au niveau national. Par rapport à 2005, année particulièrement dynamique, 2006 marque un ralentissement estimé à 0,9 point.

L'épidémie a pesé sur les résultats avec le recul du tourisme externe, un impact significatif sur l'activité du BTP au premier trimestre et la chute de la consommation au premier semestre. Elle n'a cependant pas compromis les moteurs de la croissance globale réunionnaise. Sur les autres facteurs de croissance, l'année 2006 frôle les dynamiques exceptionnelles de 2005. Grâce aux investissements, notamment à l'investissement public au plus haut et s'intensifiant toujours, le pire a été évité au niveau global. L'année se révèle même meilleure que 2000 et 2002.

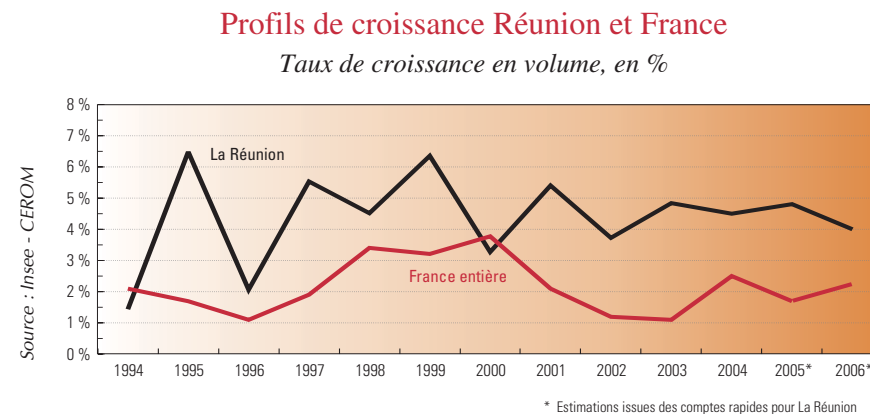
La hausse des prix a aussi contribué à réduire la croissance en volume. En 2006, pour la deuxième année consécutive, les prix accélèrent. La hausse des prix à la consommation atteint + 2,6 % en moyenne après + 2,2 % en 2005 ; elle concerne sur-

tout les produits pétroliers, les transports, les loyers et les produits frais. Au total, effet prix et volume conjugués, le PIB de La Réunion exprimé à prix courants a progressé à un rythme estimé à 6,5 %.

## Plus d'investissement et plus d'emplois

Comme en 2005, l'investissement est le principal pourvoyeur de croissance : avec un niveau record supérieur à 3 milliards d'euros, il génère, toutes choses égales par ailleurs, 2,7 points de croissance. Au second rang, la consommation des ménages, traditionnellement le principal moteur de l'économie réunionnaise, est freinée au premier trimestre par la crise du chikungunya et procure 2,2 points de croissance seulement. La production des acteurs non marchands génère 1,3 points de croissance. À l'opposé, la balance commerciale pèse toujours négativement. Le déficit commercial, en se creusant de près de 250 millions d'euros, coûte 1,9 points à la croissance de l'année. Les biens d'équipement importés (en hausse de 88 millions d'euros) contribueront cependant à la croissance future.

La croissance 2006 est riche en emplois, essentiellement dans le secteur marchand où le regain d'activité et le fort soutien des



politiques publiques incitent à la création de nouveaux postes de travail. Pour la deuxième année consécutive, le total des revenus distribués par le secteur marchand progresse de plus de 10 %. Sur l'ensemble de l'année, l'emploi salarié marchand non agricole progresse de 4,7 %, meilleur résultat obtenu depuis cinq ans. Grâce aux investissements publics et privés, le secteur du BTP recrute toujours massivement et utilise à plein ses capacités de production. Il entraîne dans son sillage les autres secteurs (services aux entreprises, transport de marchandises, industrie manufacturière, extraction...) qui embauchent en nombre cette année pour répondre au surcroît d'activité. À l'opposé, le secteur de l'hôtellerie-restauration, en crise profonde, échappe à cette

dynamique vertueuse et marque le secteur des services aux particuliers dont les effectifs reculent de 3,1 % par rapport à 2005.

Le PIB moyen par habitant de La Réunion, exprimé en monnaie courante, progresse de 5,2 %, plus vite qu'au rythme moyen observé au cours des dix dernières années (+ 4,6 % en moyenne par an entre 1995 et 2005). Il s'accroît aussi plus vite qu'au niveau national (+ 3,7%), poursuivant ainsi lentement son rattrapage. Une hausse de la population moins rapide en 2006 que l'année précédente a permis cette belle progression. ▲

Nadine JOURDAN  
Chef de la division "comptes économiques"

## Évolution du PIB et de ses principales composantes

Évolutions	PIB		Consommation finale des ménages		Investissement	
	en valeur	en volume	en valeur	en volume	en valeur	en volume
2006	6,5 %	4,0 %	5,7 %	3,1 %	13,2 %	11,0 %
Moyenne annuelle période 1993-2005	6,2 %	4,4 %	6,0 %	4,2 %	9,0 %	7,1 %

Source : CEROM - Comptes rapides



## Comptes Rapides pour l'Outre-mer (CEROM)

L'année 2006 marque la 2<sup>e</sup> réalisation d'un compte économique rapide à La Réunion. Construit dans le cadre du projet tripartite CEROM entre l'INSEE, l'AFD, et l'IEDOM, il repose sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données 2006 seront collectées.



# C

## Chikungunya

# Un préjudice limité, sauf pour l'activité touristique

Commencée à bas bruit au milieu de l'année 2005, l'épidémie de chikungunya a atteint son paroxysme au début de février 2006 avec 45 000 nouveaux malades en une semaine. Elle a ensuite décliné pour ne concerner que quelques dizaines de personnes par semaine à partir du mois de juillet. À la fin de l'été austral la contamination est devenue quasiment nulle, un seul cas nouveau ayant été confirmé pour les trois dernières semaines de mai 2007. Cette maladie virale transmise par un moustique est encore mal connue ; elle provoque une forte fièvre et des douleurs qui peuvent durer de quelques jours à quelques semaines.

Le chikungunya a frappé largement La Réunion : l'étude épidémiologique montre que 38 % de la population a été touchée par le virus. Ses conséquences ont été nombreuses, que ce soit au plan individuel pour les 300 000 personnes atteintes, pour les professionnels de santé et pour la collectivité.

Dès le début de la crise sanitaire, et tout au long de ses développements, les préjudices sur l'économie ont été redoutés. Au-delà des atteintes individuelles, nombreuses et douloureuses, pour les ménages comme pour les entreprises, quelles sont les résultantes au niveau macroéconomique ? Les comptes rapides 2006 permettent un premier bilan chiffré.

## La crise des activités liées au tourisme

Le principal effet économique direct du chikungunya, le plus fort, frappe l'activité touristique, avec la chute de la fréquentation métropolitaine et internationale. Les

recettes touristiques extérieures chutent de 27 %, les nuitées de 32 %. Très exposée, l'hôtellerie a subi la crise de plein fouet. La chute des effectifs salariés de l'hôtellerie est estimée à près de 20 % en moyenne sur l'année, celle de leur masse salariale à plus de 10 %. La situation est globalement moins préoccupante dans la restauration : en moyenne sur l'année la baisse des effectifs du secteur est évitée.

Affaiblis par le recul de la fréquentation touristique, les activités de transport de voyageurs et les industries agroalimentaires fournissant l'hôtellerie-restauration affichent aussi des résultats décevants en terme de valeur ajoutée créée.

## Les journées de travail perdues

Le deuxième effet économique redouté du chikungunya porte sur la quantité de travail et sa productivité, réduites par les journées perdues pour cause de maladie. En 2006, les jours d'arrêt de travail indemnisés progressent de 11,5 %, soit 109 000 jours de plus qu'en 2005. Ce supplément représente 0,2 % à 0,3 % du total des journées de travail effectuées dans l'économie réunionnaise au cours de l'année. Si les arrêts de travail pèsent sur la capacité des entreprises à honorer leurs commandes au 1<sup>er</sup> trimestre, au niveau global la richesse dégagée par les branches non touristiques progresse néanmoins à un rythme proche de celui de 2005. Le recours supplémentaire à l'intérim au 1<sup>er</sup> semestre, et le fait qu'elles surviennent dans une période de hausse globale de l'emploi a amorti le préjudice des journées de travail perdues sur l'activité. Par ailleurs, les mesures de l'État

ont aidé les entreprises les plus fragiles en terme de trésorerie.

## La baisse de consommation

Les arrêts de travail et la chute de l'emploi dans les activités dépendant du tourisme ont généré des pertes de salaire. Cet effet indirect était redouté car susceptible d'affecter la consommation des ménages, et par là-même de se diffuser aux autres secteurs.

Si, au niveau personnel, les pertes de revenu peuvent être très sensibles, notamment pour des actifs non salariés, au niveau de l'ensemble de l'économie, elles sont peu perceptibles. La masse salariale distribuée par le secteur marchand s'est élargie à la faveur de l'amélioration de l'emploi : elle a progressé de plus de 10 % en moyenne sur l'année. Le dispositif d'assurance maladie à de plus pleinement joué son rôle d'amortis-

seur des effets de la maladie sur les revenus. Les indemnités journalières versées ont progressé de 14 % (2,8 millions d'euros). Les remboursements de soins ont progressé de près de 8 % (+ 111 millions d'euros).

Au niveau global, si la progression du pouvoir d'achat des ménages se situe 0,6 point en deçà de 2005, c'est principalement à cause de l'accélération des prix. Pourtant une baisse de consommation est bien au rendez-vous. Elle s'explique plus par des raisons de comportement (immobilisation, baisse de la confiance entraînant des arbitrages défavorables à la consommation) que de revenu. En témoigne la reprise de la consommation lorsque la situation sanitaire s'est améliorée, et sa vigueur par la suite. ▲

Nadine JOURDAN

Chef de la division "comptes économiques"

## Recours massif aux "kinés"

Face à la maladie, les Réunionnais ont bien sûr fait appel à leur médecin. Les quelques 1 000 omnipraticiens ont assuré près de 200 000 consultations supplémentaires au 1<sup>er</sup> trimestre 2006 mais leur rythme de travail a ensuite retrouvé un cours normal. Le chikungunya laissant souvent des douleurs persistantes, les patients ont eu massivement recours aux masseurs-kinésithérapeutes. L'activité globale des 860 professionnels de cette spécialité a ainsi augmenté de 19 % sur l'année. L'activité des infirmiers a aussi augmenté mais dans une moindre proportion (+ 9 %).

Au total le montant des soins pris en charge par la sécurité sociale a augmenté de 8 % sur l'année. Les établissements hospitaliers privés ont aussi fait un gros effort en augmentant leur activité de 15 % sur l'année. Les établissements publics, largement prépondérants, ont augmenté la leur de 8 %.

Source : CGSS





# M

## oindre croissance de la consommation et des revenus

En 2006, le rythme d'évolution de la consommation des ménages perd plus d'un point par rapport à 2005. La chute a été brutale en début d'année, pendant la durée de l'épidémie de chikungunya, suivie par une reprise en milieu d'année. Le rythme élevé du second semestre n'a cependant pas compensé les pertes du 1er semestre. Au-delà de cet aspect conjoncturel, le revenu disponible des ménages, exprimé en euros constants, c'est-à-dire leur pouvoir d'achat, a progressé moins rapidement qu'en 2005 sous l'effet de l'accélération des prix.

Les dépenses de consommation des ménages ont augmenté à un rythme estimé à 5,7 % d'après les premiers résultats issus des comptes rapides. Hors effet prix, c'est-à-dire en déduisant l'effet de la hausse des prix (+ 2,6 % en moyenne en 2006), la consommation des ménages ne s'accroît que de 3,1 %. La consommation des ménages en volume progresse donc moins vite que la moyenne observée au cours des dix dernières années (+ 4,1 %). Mais il est vrai que la consommation a été très vive au cours de cette décennie grâce aux mesures de relèvement du Smic et des prestations sociales.

Les achats de biens de consommation, notamment pour l'équipement du foyer, la vidéo, l'habillement et la pharmacie demeurent dynamiques en 2006, comme en témoigne la hausse de 5 % des imports de ces produits. À l'opposé, les ventes de véhicules de tourisme chutent de 13,8 % en l'absence du salon bisannuel de l'automobile. Par ailleurs, la facture énergétique des ménages s'est encore alourdie bien qu'ils aient réduit leur utilisation de produits pétroliers sous l'effet des hausses de

prix répétées. La quantité d'essence consommée a ainsi baissé de 6,7 % tandis que les prix à la consommation des produits pétroliers se sont accrus de + 10,7 % en moyenne sur l'année.

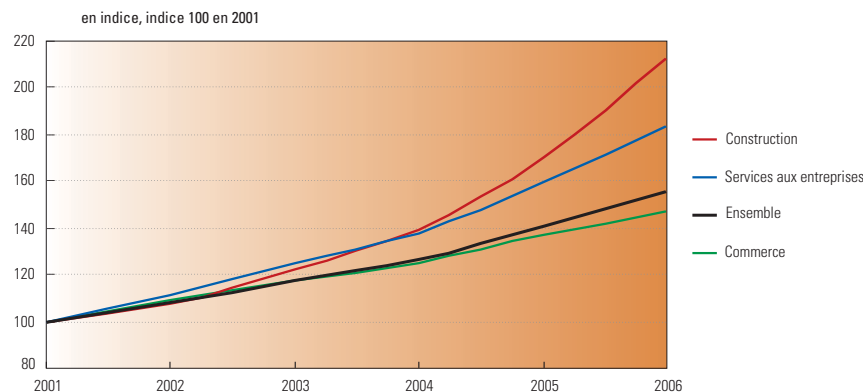
### Moindre hausse du revenu disponible

Le freinage de la consommation en rythme annuel s'explique par des arbitrages défavorables à la consommation au 1<sup>er</sup> trimestre, ainsi que par la moindre hausse du revenu disponible des ménages. En 2006, la hausse du revenu disponible brut global des ménages est estimée à 6,2 % en valeur, soit + 3,5 % hors inflation. Par rapport à l'année 2005, le ralentissement approche 0,6 point. Il provient principalement de l'accélération des prix.

Comme en 2005, le supplément de revenu des ménages est principalement alimenté par les salaires, la hausse de la masse salariale dépassant celle des prestations sociales. La masse salariale distribuée par le secteur marchand s'accroît en effet à un rythme très soutenu, supérieur à 10 %, pour la deuxième année consécutive principalement grâce à l'amélioration de l'emploi. Si la hausse des effectifs salariés est plus rapide qu'en 2005, celle des salaires moyens est moins vive. Les salaires du secteur privé ont en effet bénéficié d'une revalorisation du Smic moins forte que l'an passé (+ 3,05 % au 1<sup>er</sup> juillet 2006 après + 5,5 % au 1<sup>er</sup> juillet 2005). Les journées de travail perdues liées au chikungunya ont aussi pesé sur les salaires moyens.

La progression rapide de la masse salariale globale distribuée dans l'économie

### Évolution de la masse salariale du secteur marchand



réunionnaise masque des disparités sectorielles profondes. Le BTP affiche la masse salariale la plus dynamique (la hausse est estimée à plus de 20 %), grâce à la fois aux recrutements nombreux et aux niveaux de salaire plus élevés. Les revenus distribués par les activités immobilières et les services aux entreprises progressent aussi de l'ordre de 15 %. A contrario, la masse salariale distribuée par les hôtels se replie nettement : la baisse est estimée à plus de 10 %.

Autre composante importante du revenu des ménages : les prestations sociales. Le montant des prestations versées par la Caisse d'allocations familiales aux ménages atteint 1 294 millions d'euros, en hausse de 4,7 %, soit un rythme comparable à celui de

### Évolution du revenu disponible des ménages

Évolutions	en valeur	en volume
2006	6,2 %	3,5 %
Moyenne annuelle période 1993-2005	6,8 %	5,0 %

Source : CEROM - Comptes rapides

### Prix à la consommation

En 2006, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 2,6 % en moyenne annuelle par rapport à l'année précédente. Les prix accélèrent pour la deuxième année consécutive alors que l'indice national, à l'inverse, ralentit.

Les postes qui contribuent le plus fortement à la hausse sont les produits pétroliers. En moyenne annuelle, ils augmentent de + 10,7 % après 9,7 % l'année passée. Un autre poste en forte augmentation est celui des loyers et services rattachés (+ 4,1 % en moyenne). Le poste "transports et communications" poursuit sa hausse, dans une moindre mesure toutefois (+ 3,8 % en moyenne). Les prix des produits frais augmentent de 3,7 % en moyenne. Enfin, le prix du tabac s'élève de 3,2 % en moyenne. En revanche, les produits de santé ont connu une évolution à la baisse (- 1,1 % en moyenne).

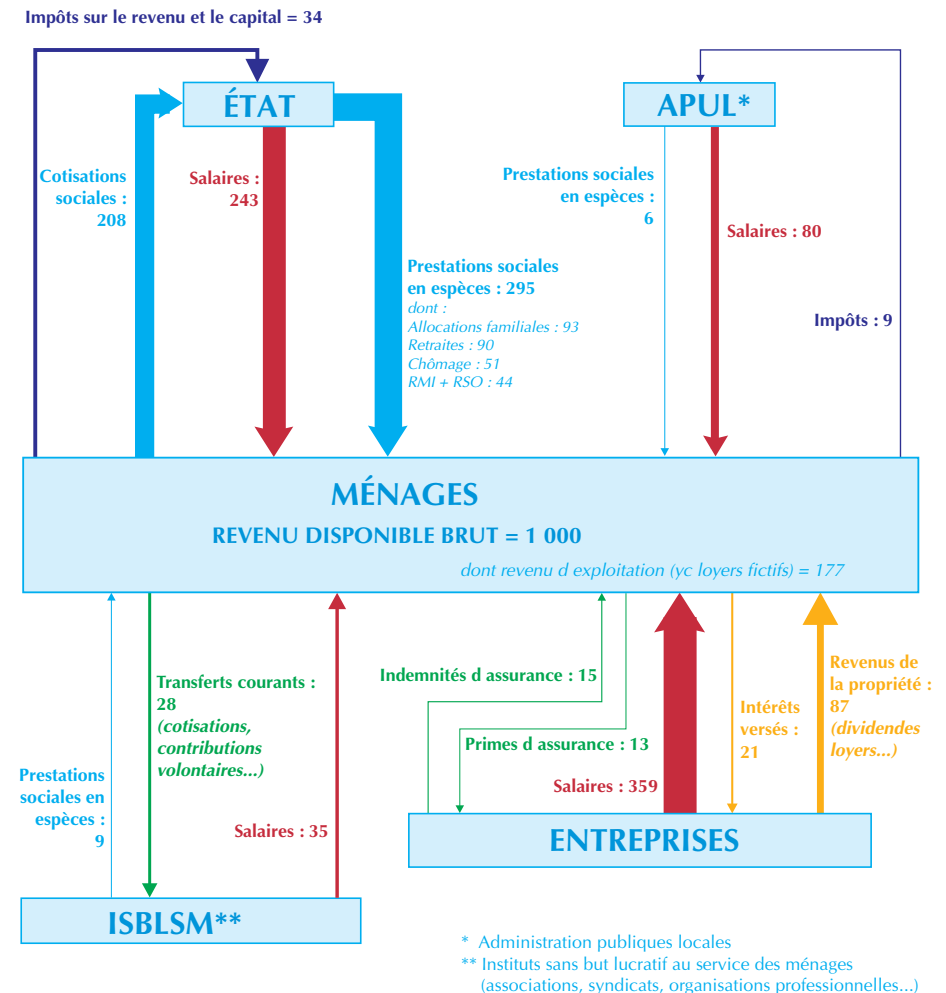
l'année précédente. Les prestations versées par l'Assedic reculent à nouveau : - 8 % en 2006 après - 5,1 % en 2005. Elles s'abaissent à 328 millions d'euros, conséquence de l'amélioration de l'emploi et de la mise en place de la nouvelle convention d'assurance chômage signée en janvier

2006. Au total, les prestations en espèces versées par la CAF et l'Assedic ne progressent que de 1,5 % (après + 2,4 % en 2005). ▲

Nadine JOURDAN  
Chef de division "comptes économiques"

## Circuit des revenus des ménages en 2003 (pour 1 000 € de revenu disponible brut)

Les principaux flux de revenus qui concernent les ménages



Lecture : Sur 1 000 € de revenu brut disponible pour la consommation ou l'épargne des ménages, 243 € proviennent de salaires versés par l'État, 359 € de salaires versés par les entreprises, 208 € sont prélevés en cotisations sociales.

## Minima sociaux : Stabilisation des effectifs et faible augmentation des montants

Le nombre de Réunionnais percevant au moins un des minima sociaux (allocataires sans double compte), est en hausse de 0,4 % entre 2005 et 2006. Cette augmentation est inférieure à celle de la population estimée sur cette période. Le montant des prestations versées en 2006 est de 750 millions d'euros, en hausse de 3,25 %.

Le RMI représente à lui seul la moitié du montant versé. Avec le vieillissement de la population, on assiste à un transfert d'allocataires du RMI vers le RSO. En effet, le RSO s'adresse aux allocataires du RMI de plus de 50 ans, qui s'engagent à quitter définitivement le marché du travail. Le nombre total de bénéficiaires du RMI ou du RSO est stable entre 2005 et 2006, alors que les montants versés pour ces deux allocations augmentent

de 2,6 %. La stabilisation du RMI s'explique aussi par le passage de certains allocataires, surtout des femmes à l'API dont le plafond de ressources a été relevé.

La réévaluation du montant de l'API - qui s'est aligné sur celui de la métropole - et de son plafond de ressources en augmente le nombre d'allocataires (+ 15 % entre 2005 et 2006).

En revanche, le nombre de bénéficiaires et les sommes versées au compte du Fond Supplémentaire de Vieillesse sont en baisse. En effet, les nouveaux retraités bénéficient d'une retraite plus complète, supérieure au "minimum vieillesse". ▲

Bruno LORIGNY  
Division études

## Évolution du nombre d'allocataires et des montants des principaux minima sociaux

	Allocataires (*)		Montant (million d'euros)		
	2005	2006	2005	2006	évolution 2005/2006
<b>Total</b>	148 252	148 779	726,8	750,4	3,25 %
Dont :					
- RMI revenu minimum d'insertion	75 011	74 459	372,5	380,1	2,02 %
- FSV allocation supplémentaire de vieillesse	32 787	31 698	132,0	131,2	- 0,64 %
- AAH allocation aux adultes handicapés	10 718	10 963	72,9	74,7	2,44 %
- ASS allocation de solidarité spécifique	13 772	13 308	71,3	71,2	- 0,24 %
- API allocation de parent isolé	10 612	12 241	41,8	54,3	30,09 %
- RSO revenu de solidarité	6 171	6 732	31,8	34,6	8,65 %

Sources : Caisse des dépôts et Consignations de Bordeaux, Caf Réunion, Assedic, CGSS

(\*) Le nombre total d'allocataires indique le nombre de personnes qui perçoivent au moins un des minima. Certains allocataires peuvent percevoir une allocation en complément d'une autre, par exemple un complément RMI à l'ASS ou à l'API. C'est pourquoi la somme des bénéficiaires pour chacune des allocations est supérieure au total des allocataires.





# Forte création d'emplois salariés et aides publiques importantes

L'année 2006 s'inscrit parmi les bonnes années en matière de création d'emploi, sans toutefois être exceptionnelle. Au total plus de 7 000 emplois salariés ont été créés dans l'ensemble de l'économie : environ 5 000 dans le secteur marchand et 2 300 emplois aidés non marchands. En fin d'année 2006, la création d'emploi est plus élevée qu'en 2005.

Sur l'ensemble de l'année 2006, l'emploi salarié marchand augmente de 4,7 %. C'est le meilleur résultat depuis 2002. En 2005 la hausse était de 3,2 %. Ce résultat se rapproche des années exceptionnelles du début de la décennie.

La création d'emploi n'a pas été régulière au cours de l'année. La création "molle" du premier trimestre (+ 0,3 %) liée à la baisse d'activité du secteur des services aux particuliers et aux difficultés des transports a été compensée en partie par un dynamisme particulièrement important aux trimestres suivants.

Comme en 2005, c'est toujours le BTP qui dynamise la création d'emploi. Les effectifs de ce secteur ont augmenté de 13 % après une hausse de près de 12 % en 2005. Cette hausse s'explique par une hausse de la commande publique dans le cadre de la réalisation de grands travaux. Ainsi en un an près de 1 900 emplois supplémen-

taires ont été créés dans le BTP, soit 40 % des emplois créés.

L'industrie a bénéficié également de cette relance d'activité. L'industrie de biens d'équipement et de biens intermédiaires et plus particulièrement les activités en relation avec le BTP ont connu une croissance forte de l'emploi cette année (+ 5,7 %) après une quasi-stagnation en 2005. Au total, la croissance de l'emploi dans l'industrie a été de 3,4 %, soit le double de la croissance moyenne de 2000 à 2005.

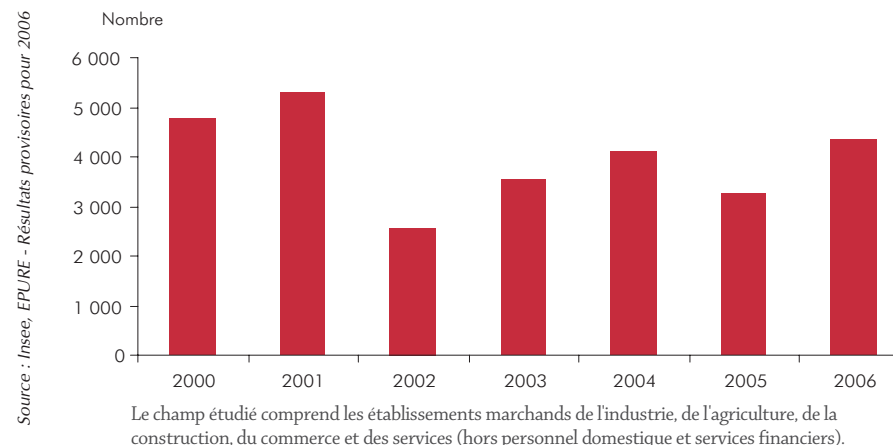
Dans le commerce, la création d'emploi poursuit une croissance régulière et faible provenant essentiellement des activités du commerce de détail. Environ 400 emplois ont été créés dans le commerce en 2006.

Dans le secteur des services marchands, la croissance de l'emploi est repartie fortement à la hausse (+ 4,3 %) après avoir connu une évolution modérée en 2005. Près de 1 800 emplois ont été créés dans ce secteur. Il constitue avec le BTP les deux moteurs de la création d'emplois marchands. La croissance exceptionnelle du secteur des services aux entreprises (+ 8,1 %) compense largement la baisse des emplois du secteur des services aux particuliers (- 3,1 %) suite aux difficultés liées à la baisse du nombre de touristes.

### Nombreuses aides à l'emploi pour le secteur marchand

Cette création d'emploi dans le secteur marchand a été fortement soutenue par l'action publique dans le cadre de la loi de programme Outre-mer et du plan de cohé-

### Emplois supplémentaires créés chaque année dans le secteur marchand



sion sociale. Afin d'encourager la création de "vrais emplois durables", la loi de programme Outre-mer propose un allègement renforcé des charges sociales pour les entreprises qui subissent plus particulièrement les contraintes liées à l'éloignement, à l'insularité et à un environnement régional où le coût du travail est particulièrement bas. Le montant des exonérations pour 2006 liées à la LOPOM s'élève à 379 millions d'euros, soit une hausse de 9,3 %.

Elles s'ajoutent ou se substituent aux autres mesures appliquées au cadre national. Actuellement elles représentent 75 % du montant total des exonérations de cotisations. En 2006, l'ensemble des cotisations exonérées s'élève à 503 millions d'euros. Elles sont en hausse de 11 % par rapport à 2005 et accompagnent l'évolution de la masse salariale qui a été de 10 % en 2006.

La mise en place du plan de cohésion sociale renforce ce dispositif d'aide à la création d'emploi dans le secteur marchand en ciblant plus particulièrement les publics en difficultés particulièrement nombreux à La

Réunion : jeunes sans qualification, bénéficiaires du RMI ou de l'allocation spécifique solidarité.

La loi de cohésion sociale s'est mise en place progressivement à partir de la mi-2005. Dans le secteur marchand s'ajoutent au Contrat d'accès à l'emploi (CAE-DOM) institués par la loi Perben dont le nombre demeure comme l'année précédente proche de 2000, les Contrats d'Insertion-revenu minimum d'activité (CI-RMA) dont l'objectif est de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du RMI, de l'ASS ou de l'API. Au cours de l'année près de 1 700 contrats de ce type ont été signés. À ces contrats s'ajoutent les contrats de professionnalisation destinés à favoriser l'insertion des jeunes. Deux mille contrats de professionnalisation ont été signés en 2006.

Cette analyse ne constitue pas une évaluation de l'efficacité des mesures d'aide à la création d'emploi. Entre l'accroissement de la commande publique, les mesures d'exonération fiscale liée à la défiscalisation Outre-mer dans le cadre du logement, les



mesures d'exonération de charges destinées à réduire le coût du travail et les mesures d'aide à l'insertion professionnelle des publics en difficulté, il est difficile d'évaluer la part de chaque action. On peut seulement affirmer que la création d'emploi en 2006 dans le secteur marchand a été fortement soutenue par les fonds publics.

## L'emploi non marchand

Les dépenses de personnel des fonctions publiques ont augmenté à un rythme comparable aux années précédentes (approchant 5 % en valeur). Compte tenu de l'augmentation de la valeur du point d'indice et des hausses mécaniques de masse salariale liées à l'ancienneté croissante des effectifs, la progression en volume est faible et accrédite l'idée d'une stagnation globale des effectifs publics.

En décembre, 18 300 personnes bénéficiaient d'un contrat aidé non marchand, soit 2 300 de plus qu'en 2005. Ce niveau

reste toutefois bien inférieur à ceux des premières années de la décennie. L'augmentation de 2006 provient de la montée en puissance des contrats d'accompagnement à l'emploi (6 800 bénéficiaires en décembre 2006) et des contrats d'avenir (6 800 également en fin d'année 2006). Parallèlement le nombre de bénéficiaires de contrats d'insertion par l'activité est en forte diminution : ils ne sont plus que 900 à bénéficier de cette mesure en fin d'année contre plus de 3 300 en fin 2005. Ces nouvelles mesures se substituent aux CES, CEC et emplois jeunes.

L'emploi non salarié représentait, en 2005, 11 % de l'emploi total. Il est difficile de mesurer son évolution six mois seulement après la fin de l'année, même si l'intensité de la création d'entreprises en 2006 laisse présager un dynamisme comparable à 2005. ▲

*Claude PARAIN*

Chef du service des études et de la diffusion

## Créations d'entreprises

Le nombre de nouvelles entreprises atteint en 2006 les 5 530 unités, soit 150 créations de moins que le cru exceptionnel de 2005. Cette diminution s'observe uniquement dans le commerce (- 10 %) et les transports

(- 12 %). Les autres secteurs évoluent à la hausse, avec des taux de croissance compris entre 0,7 % et 2 %.

Le taux de création est parmi les plus élevés des régions françaises. Les créations ex-nihilo de nouvelles structures représentent 80 % de ces nouvelles entreprises, soit 4 points de plus qu'en 2005. Le reste est constitué de réactivations (19 %) et de reprises (3 %).

Le taux de survie des entreprises réunionnaises est le plus faible de France : seulement une sur deux est encore active trois ans après sa création contre deux sur trois en France. Le parc productif de La Réunion est donc en constant renouvellement : fort taux de création et faible taux de survie.

	Nombre de créations	Taux de création (%)
Industrie	440	14,5
Commerce	1 660	17,4
Construction	950	22,2
Transports	110	6,8
Services	2 370	17,8
<b>Ensemble</b>	<b>5 530</b>	<b>17,4</b>

Source : Insee - répertoire SIRENE



## P lus de trois milliards d'euros investis

En 2006, les investissements dans l'économie réunionnaise progressent à un rythme rapide, estimé à 11 % en volume (c'est-à-dire après déduction de la hausse de prix). Même s'il s'accroît moins vite qu'en 2005, l'investissement demeure très élevé et atteint un niveau jamais réalisé par le passé (estimé à plus de 3 milliards d'euros).

L'investissement public est toujours le plus dynamique avec plus de 30 % de hausse, grâce aux chantiers et en particulier le chantier de la route des Tamarins. En 2006, le montant total investi par l'État et les collectivités locales dépasse 850 millions d'euros. Les investissements des entreprises privées demeurent globalement dynamiques, quoiqu'en légère décélération après le bond de 2005. La tendance se révèle assez hétérogène entre des activités en phase de développement (photovoltaïque...) et les secteurs traditionnels. Leurs encours de crédits d'équipement progressent de 10 % (après + 18 % en 2005) et les imports de machines et d'équipements de 16 % (après + 36 % en 2005).

L'investissement en logement des ménages réunionnais se maintient à un niveau très élevé (700 millions d'euros). Néanmoins, il n'accélère plus et semble avoir atteint un plafond bien que la demande de logement reste forte.

Pour le secteur du BTP, 2006 restera une excellente année : sa valeur ajoutée s'accroît de plus de 15 % en volume. Avec les industries des biens intermédiaires et des produits miné-

raux, ce sont les secteurs qui réalisent les plus belles performances.

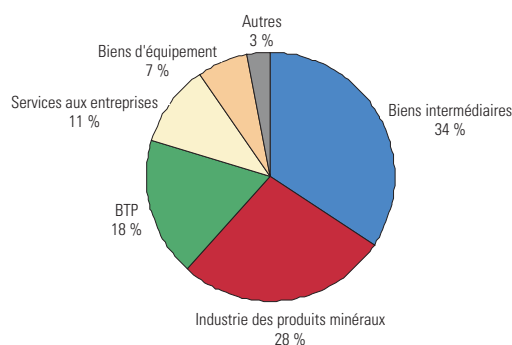
Le dynamisme du BTP entraîne les secteurs en amont de sa production. Pour répondre à la hausse rapide de la production, les consommations intermédiaires utilisées par le BTP progressent de 10 % en volume. Elles sont à 60 % produites localement et à 40 % importées. Elles se composent pour 34 % de produits industriels intermédiaires (bois, métaux, composants électriques...), pour 28 % de produits minéraux, pour 18 % de produits du BTP, 11 % de services aux entreprises (y compris financiers), 7 % de biens d'équipement. ▲

*Nadine JOURDAN*

Chef de la division "comptes économiques"

### Les consommations intermédiaires du secteur du BTP

(en valeur, 2006)





# Les investissements et le pétrole pèsent dans la balance

En 2006, le déficit commercial de La Réunion atteint 3,7 milliards d'euros ; il s'est accru de près de 250 millions d'euros, sous l'effet conjugué de la hausse des imports (+ 6 %) et du recul des exports (- 9 %). En faisant abstraction de l'achat exceptionnel de matériel aéronautique réalisé en 2005, la hausse des imports atteindrait même 9,4 %.

La hausse des imports provient principalement des produits pétroliers, des équipements et des biens intermédiaires. Les achats extérieurs de machines, d'équipements et de biens intermédiaires, notamment des matériaux de construction, résultent du dynamisme de l'économie et en particulier des investissements réalisés par les secteurs privés et publics.

Le renchérissement de la facture énergétique est plus préoccupant. Avec la flambée des prix du pétrole, la valeur des produits pétroliers importés à La Réunion progresse fortement pour la deuxième année consécutive. En deux ans, la facture énergétique s'est alourdie de plus de 50 %, soit près de 150 millions d'euros. La quantité de carburant consommée sur l'île a pourtant baissé de 11 % en deux ans. En effet, EDF a réduit sa consommation de fuel et gazole dans les centrales électriques et la baisse du transport aérien se traduit par une moindre utilisation de carburateur.

En 2006 les achats d'automobiles ne contribuent plus à la hausse du déficit commercial. Contraire-

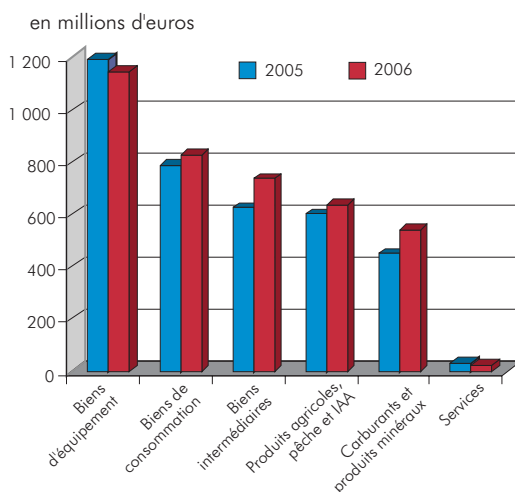
ment aux années précédentes, ils reculent en cette année sans salon de l'automobile.

Du côté des exportations, la baisse provient essentiellement du sucre. Premier produit d'exportation (avec près de 97,6 millions d'euros) le sucre exporté recule de 26 % car les tonnages vendus proviennent de la campagne 2005 moins abondante que l'excellente campagne 2004. Les exports de poissons se replient également après une bonne année 2005. Les exports de produits agroalimentaires hors sucre s'accroissent toujours (+ 5 %). ▲

Nadine JOURDAN

Chef de la division "comptes économiques"

## Évolution des importations (postes regroupés)



Source : Direction nationale des statistiques du commerce extérieur.

## Les importations en valeur (millions d'euros)

	2005	2006	évolution (en %)
Biens d'équipement	1 195,2	1 146,6	- 4,1
dont :			
. produits de l'automobile	507,7	481,1	- 5,2
. autre matériel de transport (y.c. aéronautique)	142,1	32,6	- 77,1
. autres machines et équipements (mécaniques, électriques)	545,4	632,9	16,0
Biens de consommation	787,2	826,3	5,0
Biens intermédiaires (bois, métaux...)	623,6	734,4	17,8
IAA	529,6	560,3	5,8
Carburants, combustibles	345,5	427,0	23,6
Produits minéraux	102,4	115,3	12,6
Produits agricoles (y.c. sylvicoles)	66,6	70,0	5,2
Services	31,3	24,0	- 23,3
Produits de la pêche	4,8	4,8	- 0,2
<b>TOTAL</b>	<b>3 686,4</b>	<b>3 908,8</b>	<b>6,0</b>

Source : Direction nationale des statistiques du commerce extérieur.

## Les exportations en valeur (millions d'euros)

	2005	2006	évolution (en %)
IAA	192,7	161,7	- 16,1
Biens d'équipement	41,1	44,9	9,4
Biens intermédiaires (bois, métaux...)	13,4	16,0	20,0
Biens de consommation	8,1	8,5	5,5
Produits agricoles (y.c. sylvicoles)	5,6	4,6	- 17,7
Produits de la pêche	0,6	0,2	- 68,9
Autres	0,5	2,1	420,0
<b>TOTAL</b>	<b>261,9</b>	<b>238,0</b>	<b>- 9,1</b>

Source : Direction nationale des statistiques du commerce extérieur.



# M

## algré un mauvais départ, le BTP bat de nouveaux records

Le premier trimestre 2006 avait mal débuté pour les entreprises avec deux événements qui ont perturbé toute l'économie de l'île : l'épidémie de chikungunya a durement touché le personnel puis un important éboulement sur la Route du Littoral a rendu difficile les déplacements. Les retards pris au démarrage et à la livraison des chantiers ont été rattrapés par la suite par une forte mobilisation des professionnels en réponse à la demande des investisseurs.

Entraîné dans une spirale vertueuse depuis 2002, le secteur économique du BTP a maintenu une forte croissance en 2006. Révélateurs du dynamisme de l'activité, les indicateurs affichent pour la plupart des taux de progression à deux chiffres.

### Montée en régime et hausse des coûts

Reflétant le dynamisme du secteur, l'effectif salarié progresse toujours. Sur l'année, la Caisse des Congés Payés du BTP recensait 20 442 salariés en moyenne<sup>1</sup>, déclarés par les entreprises du secteur, soit 2 500 salariés de plus et une progression de 14 % par rapport à 2005. L'effet économique positif, conjugué à l'effort consenti pour la régularisation des situations illégales avec le port du badge, explique cette embellie qui constitue un plus haut historique depuis 1992.

La consommation de ciment a atteint près de 570 000 tonnes en 2006. Elle a progressé de 10 %, grâce principalement aux ventes en vrac (+ 20 %), représentatives de la demande en provenance des grands ouvrages d'art de la Route des Tamarins, en plus des réalisations immobilières. En revanche, les ventes de ciment en sacs reculent de 1,4 %, tout en restant à un niveau élevé de plus de 235 000 tonnes. Elles indiquent une activité encore soutenue dans les constructions individuelles et les petits travaux de maçonnerie.

L'expansion de l'activité économique du BTP s'accompagne d'une hausse des coûts de construction, mesurés par les index<sup>2</sup> de prix bâtiment et travaux publics locaux.

Ces progressions correspondent à l'évolution des salaires, des prix des matériels et des matériaux. Ces derniers subissent les pressions tarifaires exercées par la demande mondiale, notamment pour les métaux (aciers, fers, cuivre et zinc) ainsi que l'impact du fret maritime.

Au final, l'année 2006 devrait se solder par une croissance sensible du chiffre d'affaires du BTP. Après traitement des données, la production estimée se situe autour 1,65 milliards d'euros. Cette



évolution, régulière depuis 2002, corrobore celle des effectifs salariés tout en soulignant une amélioration de la productivité de la population active de la branche.

### Le logement tiré par les investisseurs privés

La production de logements est soutenue principalement par le collectif défiscalisable. En revanche, les opérateurs sociaux éprouvent des difficultés à mobiliser les entreprises dans les appels d'offres, notamment pour les lots de gros-œuvre, les professionnels préférant se tourner vers les marchés plus rémunérateurs.

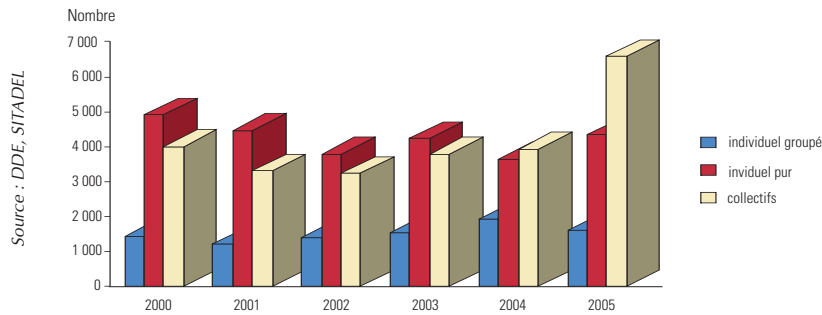
<sup>1</sup> La Caisse des Congés Payés du BTP regroupe plus d'entreprises que le secteur "construction" de la nomenclature d'activité française (NAF). Certaines activités voisines adhèrent en effet à ce régime.

<sup>2</sup> Les index BT et TP locaux sont calculés par la DDE sur base 100 en mars 2004 pour les premiers et janvier 1995 pour les seconds. En décembre 2006, les valeurs publiées atteignent :

121,0 pour l'index BTR 01, soit 7,6 points de plus sur 12 mois.

158,3 pour l'index TPR 01, soit 9,6 points de plus en un an.

## Évolution du nombre de logements autorisés selon le type



Après un cru exceptionnel de 12 500 logements autorisés en 2005, la production de permis de construire atteint encore 12 000 logements en 2006. Centralisées par le service statistique de la DDE, ces autorisations font la part belle aux logements collectifs qui profitent pleinement des effets de la défiscalisation. Avec 6 600 logements, ce marché a mobilisé pleinement les entreprises de bâtiment et sature les outils de production (notamment la fabrication de pré-dalles par les cimentiers industriels).

Le nombre de logements terminés, estimé par les visas de conformité électrique déli-

vrés par le Consuel, a progressé de 4 % pour atteindre un niveau exceptionnel de 11 978 logements, en corrélation avec les tendances des autorisations. Le rythme de livraison des maisons individuelles a légèrement ralenti mais leur part reste majoritaire avec 6 317 logements. A contrario, les constructions collectives, avec 5 611 logements, ont accéléré de 16 % sur une année.

En termes financiers, le marché du logement libre génère un encours bancaire pour les crédits à l'habitat de 4,1 milliards d'euros à fin décembre 2006, dont 2,9 milliards pour les particuliers. L'effort d'investissement reste donc très soutenu avec un taux de croissance annuel porté à 24 %, contre 20 % auparavant.

Les conditions financières sont restées encore attractives (défiscalisation et taux d'intérêt bas) malgré le redressement de la courbe des taux. À l'effet volume des demandes de prêts viennent s'ajouter un effet valeur des projets (renchérissement des coûts du foncier et de la construction) et un allongement de la durée d'emprunt.

En matière d'amélioration de l'habitat, les aides publiques se sont réduites au cours de l'exercice. Leur montant atteint 23,4 millions d'euros sous forme de prêts ou de subventions en provenance de l'État (LBU et ANAH), de la CAF et du Département. Les travaux d'amélioration ont concerné 1 845 logements existants.

### Les principales constructions non résidentielles

- les commerces (enseignes commerciales à Saint-Pierre, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne notamment) ;
- l'enseignement (lycées et collèges, université) ;
- l'immobilier de bureaux (sièges administratifs pour la maîtrise d'ouvrage publique, et centres d'affaires pour la maîtrise d'ouvrage privé) ;
- les autres constructions sont liées aux domaines de la santé (Pôle Sanitaire Est, Cyclotron), pénitentiaires et culturels (médiathèques, Zénith, Parc des Expos, complexe nautique).

## Un important programme de constructions publiques

Les constructions non résidentielles constituent un autre élément moteur de la production. La maîtrise d'ouvrage publique poursuit un important programme de construction pour les besoins des administrations communales et pénitentiaires, de l'enseignement et de la santé.

Les investissements réalisés par les principaux maîtres d'ouvrages publics (Région, Département, État et CCIR) sur les constructions ont atteint près de 120 millions d'euros sur l'année écoulée, soit 36 % de plus par rapport à 2005. À cela, s'ajoutent 57 millions d'euros générés par les investissements hospitaliers, dont 29 millions d'euros issus du plan "hôpital 2007". De son côté, la maîtrise d'ouvrage privée investit dans les surfaces commerciales et l'immobilier de bureau.

D'un point de vue général, le cumul des données statistiques pour les locaux non résidentiels s'affiche en baisse par rapport à l'année précédente mais fait montre d'un dynamisme remarquable. Après 295 000 m<sup>2</sup> de surfaces autorisées en 2005, ce sont encore près de 260 000 m<sup>2</sup> de surfaces qui ont obtenu un avis favorable en 2006.

### Encore trois grands chantiers de travaux publics

En matière de travaux publics, trois chantiers produisent un chiffre important : le basculement de l'eau, l'extension du Port Est et surtout la Route des Tamarins.

Dans le domaine du génie civil les investissements se sont fortement accrus pour atteindre 117,5 millions d'euros. La majeure partie des dépenses concerne les travaux du basculement de l'eau et la réalisation des périmètres irrigués de l'Ouest. Les travaux portuaires lancés fin 2005 ont atteint leur rythme de croisière. L'agrandissement du Port Est (quais, cercle d'évitage, creuse-

ment) et la darse de pêche du Port Ouest doivent mobiliser les entreprises jusqu'en 2008. Concernant l'endiguement des ravines, des travaux d'urgence ont été entrepris sur la Rivière des Pluies pour le confortement des berges suite aux dégâts générés par la tempête Diwa.

L'essentiel des investissements routiers revient aux travaux de la Route des Tamarins qui totalisent 245 millions d'euros pour la réalisation de différents ouvrages et terrassements. L'année 2007 constituera le pic des dépenses. Il reste une vingtaine de marchés à engager (chaussées section 2, équipements, signalisation, écrans acoustiques, centres d'entretien et d'intervention, plantations...).

Les autres dépenses routières concernent en premier lieu le réseau national. En plus des nombreux travaux de renforcement, les entreprises de travaux publics ont travaillé à la réalisation du Boulevard Sud de Saint-Denis, notamment le raccordement Est et le lancement de l'ouvrage d'art au-dessus de la Rivière des Pluies mais aussi le démarrage de la tranchée couverte du "cœur de ville".

Les dépenses liées au réseau départemental se sont stabilisées à 30 millions d'euros sur la période. Les travaux ont concerné principalement la réalisation de l'itinéraire reliant l'ouvrage d'art du Bras de la Plaine à Pierrefonds, ainsi que la réfection de la voirie et de l'assainissement sur de nombreux points noirs du réseau.

Au total les travaux réalisés sur les routes nationales et départementales ont représenté près de 360 millions d'euros au cours de l'année 2006, en forte hausse de 80 % par rapport aux dépenses effectuées en 2005. En revanche les dépenses effectuées pour les pistes forestières ont été nettement réduites après la finalisation en 2005 de la route du Volcan. Elles concernent les travaux du réseau dont l'ONF assure la maîtrise d'œuvre. ▲

Frédéric LORION  
 Directeur de la CERBTP





# T

## ourisme et hôtellerie en baisse d'un tiers

En 2006, le nombre de touristes visitant La Réunion a baissé de près du tiers, soit une déperdition de 130 000 visiteurs, par rapport aux 409 000 de l'année précédente. Le recul du nombre de touristes avait, en fait, déjà commencé en 2005 et même en 2004 pour le tourisme d'agrément. Au deuxième trimestre 2006, juste après le pic épidémique du chikungunya, la baisse de fréquentation a atteint 46 % par rapport au deuxième trimestre 2005. Le redressement du second semestre n'a pas permis de sauver l'année touristique réunionnaise.

Les résidents de France métropolitaine, soit 80 % du flux touristique, ont particulièrement boudé l'île. Leur défection explique plus de 90 % du déficit de touristes. Pour les touristes en provenance des autres pays de l'Union Européenne l'effet dissuasif du chikungunya a été moins marqué mais le recul de 25 % de l'année 2006 s'ajoute à la chute de 32 % de l'année précédente, après un éphémère bon résultat en 2004.

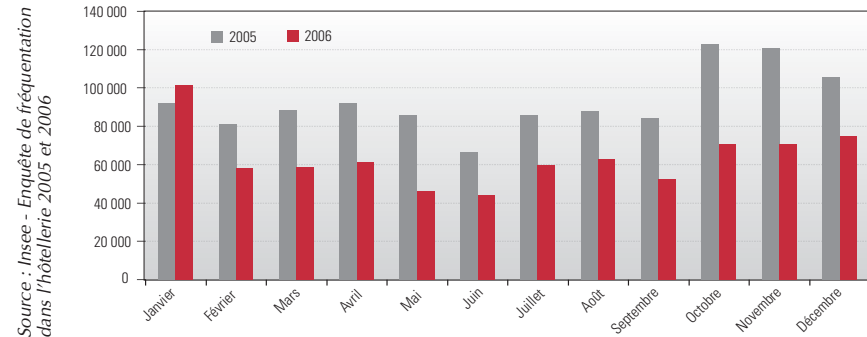
Le recul de la fréquentation affecte principalement le tourisme d'agrément qui a diminué de moitié. Les touristes affinitaires, en visite auprès de parents ou d'amis, ont plus souvent maintenu leur voyage mais leur nombre baisse tout de même de 19 %. Le tourisme d'affaires est le seul à tirer son épingle du jeu grâce à une reprise importante au quatrième trimestre.

Trois touristes sur dix fréquentent habituellement les hôtels et résidences de tourisme, en 2006, leur nombre est en recul de près de 40 % par rapport à 2005. La baisse de fréquentation est identique dans les locations saisonnières. Elle est catastrophique dans les gîtes et villages de vacances où les touristes ont été trois fois moins nombreux en 2006 qu'en 2005.

### Les stratégies des hôteliers

Face à la raréfaction des clients, les hôtels ont réduit leur offre. Le parc hôtelier est ainsi passé de 63 établissements en 2005 à 56 sur l'année 2006. Selon leurs stratégies, certains hôtels ont préféré suspendre ou cesser leur activité, d'autres ont opté pour une réorientation de leur offre, en transformant par exemple leurs chambres en meublés de tourisme. Au final, le nombre de chambres offertes sur l'île en hôtellerie

### Nombre de nuitées dans l'hôtellerie



Source : Insee - Enquête de fréquentation dans l'hôtellerie 2005 et 2006

homologuée a baissé de 16,5 % avec 2 430 chambres en moyenne par jour en 2006 au lieu de 2 910 en 2005.

Les hôtels qui ont poursuivi leur activité ont connu en 2006 un recul de 32 % des nuitées enregistrées par rapport à 2005. Une baisse importante, mais moindre que celle de leur clientèle, puisque le nombre d'hôtels et de chambres a été réduit. De plus pour compenser la chute du nombre de touristes, les hôtels se sont davantage adressés à la clientèle locale en multipliant les offres promotionnelles à son intention. La zone touristique de l'Ouest qui regroupe près de la moitié des chambres disponibles a pu ainsi endiguer le recul massif du nombre de touristes durant le premier trimestre.

Malheureusement, l'éboulement intervenu sur la route du littoral à la fin du mois de mars a limité la fréquentation de la zone Ouest par la clientèle du Nord de l'île. En revanche les hôtels du Nord semblent avoir bénéficié de la fermeture de la route du littoral, certaines personnes ayant choisi de dormir à l'hôtel plutôt que d'affronter les difficultés de circulation. Enfin, relativement atypique, la zone Sud s'est démarquée en proposant sur l'année un nombre de chambre en augmentation par rapport à 2005 (+ 4 %). Avec un recul de 19 % du nombre de

nuitées par rapport à 2005, c'est la zone de l'île dont la situation hôtelière s'est le moins détériorée en 2006. Elle ne représente cependant qu'une petite partie du parc hôtelier. ▲

Olivier FAGNOT  
Chef du service statistique  
Colette BERTHIER  
Rédactrice en chef

### Au total 84 millions d'euros de manque à gagner

Les dépenses des touristes au cours de leur séjour se sont établies à 225 millions d'euros en 2006, en chute de 27 % par rapport à 2005. La désaffection constatée en 2006 représente, par rapport à 2005, un manque à gagner pour l'économie réunionnaise de près de 84 millions d'euros.

En moyenne, chacun des 278 800 touristes venus en 2006 a dépensé 806 € sur place. C'est plus qu'en 2005 (+ 6,8 %) car ils ont passé en moyenne un jour de plus sur le sol réunionnais. Rapportée au nombre de jours, leur dépense est stable par rapport à 2005. Les visiteurs consacrent près de la moitié de leur budget (hors coûts de transport aérien) à l'hébergement et à la restauration.





# Un résultat agricole plutôt bon

Une campagne sucrière correcte et la bonne tenue des productions animales ont permis une augmentation significative du résultat agricole en 2006. Par ailleurs les producteurs de fruits et légumes ont réussi à maintenir la valeur de leur production malgré les aléas climatiques et la fluctuation des prix.

La valeur totale de la production agricole réunionnaise a progressé de 10 millions d'euros entre 2005 et 2006, dépassant pour la première fois depuis 1999 les 350 millions d'euros (354 millions d'euros en valeur provisoire). En parallèle, les consommations intermédiaires s'accroissent de 4,5 millions d'euros, en raison notamment de la facture énergétique ; les aides directes à la production et les subventions d'exploitation progressent également ce qui amène *in fine* le résultat agricole à croître de 4,1 % soit un résultat par hectare de surface agricole utilisée de 4 739 euros.

Du point de vue climatique l'année 2006 a été globalement favorable à l'agriculture, hormis pour le maraîchage au premier trimestre. Les cumuls annuels pluviométriques sont proches ou supérieurs à la normale avec des précipitations abondantes en février et en mars notamment lors de la tempête tropicale Diwa. Au deuxième semestre, on note cependant un léger déficit hydrique pour l'Ouest et le Sud-ouest.

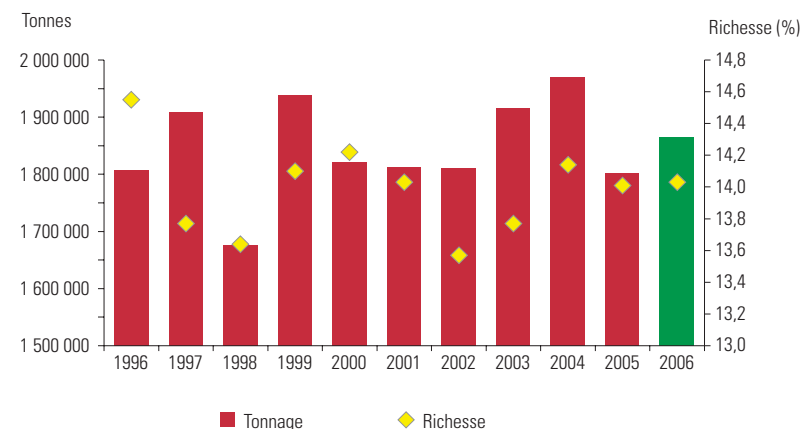
## Une campagne sucrière correcte

En 2006, la canne à sucre représente 31,2 % de la valeur totale de la production agricole, (aide à la production comprise). La campagne de canne à sucre 2006 s'est achevée le mercredi 13 décembre pour la sucrerie du Gol et le vendredi 15 décembre

## L'événement de l'année

La convention tripartite "industriels, planteurs, État" a été signée le 4 juillet 2006. Elle définit les règles dont la filière se dote dans le cadre d'un accord interprofessionnel appliquant les dispositions de la nouvelle organisation commune de marché "sucre" et détaille les modalités d'attribution des aides publiques pour les campagnes à venir. Les soutiens publics pour la canne à sucre sont ainsi garantis pour les neuf prochaines années.

## Évolution du tonnage et de la richesse des 10 dernières campagnes de canne à sucre



pour la sucrerie de Bois Rouge, soit 23 semaines après le démarrage. Les livraisons importantes et régulières des mois de novembre et décembre et le climat globalement favorable en cette fin d'année (pluies faibles) ont permis de rattraper le retard dû à un début de campagne tardif provoqué par la négociation de la nouvelle convention. Au total, les deux usines ont ainsi broyé 1 864 332 tonnes de cannes soit 3,5 % de plus qu'en 2005 et 1,7 % de plus que la moyenne décennale. La richesse cumulée finale atteint la valeur de 14,03, ce qui surpasse la moyenne décennale de 0,04 point et celle de 2005 de 0,02 point. Sans atteindre les valeurs des campagnes 2004, 1999 ou 1997, l'année 2006 s'avère être néanmoins une campagne légèrement au-dessus de la moyenne, notamment pour l'Est de l'île.

## Bonne tenue des productions animales

Au total, en 2006, les productions animales ont assuré plus de 27 % de la valeur de la production agricole totale. La plupart des

productions de viande sont en hausse et la production laitière se redresse.

La menace de grippe aviaire a amené certains opérateurs métropolitains à accroître le stock de volailles congelées. Cette situation a engendré une baisse des prix, favorisant ainsi l'import de ces produits sur l'île. Ceci s'est traduit par une hausse provisoire des importations au début de l'année 2006. Cependant, les volailles vendues par la filière organisée ont bien résisté en continuant à progresser (+ 2,2 %).

Les volumes de bovins abattus progressent également de près de 2 % malgré un premier trimestre marqué par une baisse momentanée de la demande liée à des problèmes sanitaires ponctuels. La progression est en outre significative pour les veaux. Les abattages de porcins sont en revanche en léger retrait pour l'année 2006, année au cours de laquelle les premiers agréments dans le cadre de la certification de conformité de produit (CCP) ont été octroyés.

La production de lait a atteint 24,6 millions de litres, soit 4 % de plus qu'en 2005, année





marquée par de mauvaises conditions climatiques pour le fourrage. On observe ainsi une hausse de la collecte à la Plaine des Cafres, à la Plaine des Grègues et dans l'Ouest. En revanche, la production est en retrait à la Plaine des Palmistes, à Grand-Coude, à Jean Petit et la Crête.

## Fluctuations des prix des fruits et des légumes

La tempête Diwa a détruit une partie de la production légumière. Ce déficit a été comblé par le recours à l'importation. Par la suite, malgré des prix momentanément élevés après le passage de la tempête, on a globalement observé des valeurs de production en retrait par rapport à l'année 2005, notamment en début d'année et au cours du troisième trimestre. Ce fait semble en partie lié à l'inadéquation entre l'offre et la demande. La valeur de la production légumière s'abaisse ainsi de 5 millions d'euros, compensé cependant en

grande partie par le versement des indemnités de calamités agricoles.

Les tonnages de fruits évoluent faiblement malgré un début de saison assez productif et une bonne campagne de letchi. Pour les autres fruits, les durées des campagnes ont été plutôt courtes. On relève cependant une hausse des prix à la production (+ 10 %) d'où une progression de la valeur de la production fruitière. Enfin, après l'ananas Victoria, le letchi de La Réunion obtient le label rouge par l'arrêté ministériel du 20 novembre 2006. ▲

*Richard FEUILLADE*  
Service de statistique agricole de la DAF





# A

## ctivité soutenue à Mayotte

Moins riche que les précédentes en événements touchant à l'évolution statutaire de l'île, l'année 2006 voit néanmoins se poursuivre, à marche accélérée, le processus de transformation de la société et de l'économie mahoraise. Des deux modes de fonctionnement qui cohabitent encore à Mayotte, le moderne prend rapidement le pas sur le traditionnel, peu monétarisé et peu productif.

Trois des moteurs du développement à l'œuvre depuis plusieurs années ont particulièrement joué en 2006 : la revalorisation du niveau des salaires, le développement des équipements publics et la construction de logements.

### Hausse des salaires et de la consommation

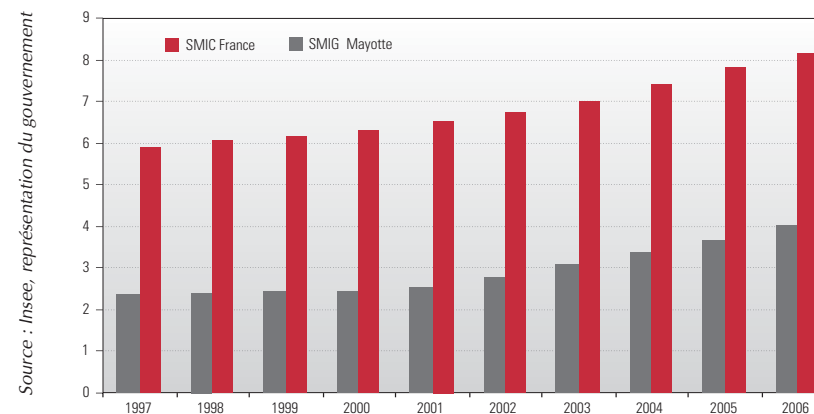
La hausse des salaires a favorisé la consommation des ménages et dynamisé l'économie mahoraise en 2006. La hausse du SMIG est intervenue au 1<sup>er</sup> juillet (de 3,83 à

4,18 € pour le SMIG horaire), la revalorisation de la grille salariale interprofessionnelle (hors BTP et industrie) est devenue effective au 1<sup>er</sup> octobre et la révision de la grille salariale du BTP date du 1<sup>er</sup> décembre.

La consommation profite d'abord au secteur du commerce. Les ventes de véhicules automobiles ont ainsi progressé de 13,2 % par rapport à 2005, tandis que les importations de produits alimentaires et de textiles augmentaient de 3,6 % en valeur. Témoignage de ce dynamisme, un nouveau magasin de gros et une autre grande surface de détail ont ouvert en début d'année. La consommation d'électricité progresse toujours à un rythme très rapide, 169 millions de Kwh contre 139 millions de Kwh en 2005. Elle a été multipliée par quatre en dix ans.

Les prix à la consommation, exprimés en moyenne annuelle, ont progressé de 1,3 % par rapport à l'année précédente, à peu près au même rythme qu'en 2005 (+ 1,2 % par rapport à 2004). Cette évolution globale modérée masque des évolutions contras-

Montant du salaire minimum horaire brut (en €)  
(moyenne annuelle)



tées. Les prix des produits alimentaires, dont les achats ne représentent plus que 26 % de la consommation des ménages<sup>1</sup> contre 37 % en 1995, progressent fortement (+ 2,7 %). A contrario, les prix des produits manufacturés sont demeurés stables (+ 0,1 %) tandis que les prix des services, désormais le premier poste de dépense des Mahorais, augmentaient de 0,9 %.

## Équipement, logement et investissement

Plutôt morose en début d'année, le secteur du BTP a connu une forte reprise au deuxième trimestre, reprise confirmée au troisième trimestre et accentuée en fin d'année. Signe de la bonne tenue du secteur du BTP, les importations de ciment ont augmenté de près de 7 % en 2006. Plusieurs grands chantiers publics (nouveaux établissements scolaires, extension du port de Longoni et du centre hospitalier, marché de Mamoudzou) profitent particulièrement aux entreprises de gros œuvre.

La hausse des revenus des ménages favorise également leurs investissements dans le logement. Les crédits à l'habitat progressent fortement (encours en hausse de 20 % en un an). Le décret du 3 octobre 2006, portant extension à Mayotte du régime d'épargne-logement sera de nature à favoriser l'essor du logement pour encore mieux accompagner le développement de l'île.

Tout comme l'investissement des ménages, celui des entreprises a été soutenu en 2006. Les ventes de véhicules utilitaires, en hausse de 32 %, et les importations de biens d'équipement qui ont progressé de 19 % en sont le reflet.

## L'ylang et l'aquaculture s'exportent

Dans le secteur agricole, la reprise des exportations d'ylang observée depuis l'année 2005 s'est confirmée. Elles ont été dopées par la hausse des cours sur le marché mondial. Leur montant frôle le demi million d'euros, en hausse de 6,8 % par rapport à 2005. Par contre, le marasme règne toujours sur le marché de la vanille et les exportations officielles de vanille noire sont restées nulles comme en 2005. L'effondrement des cours mondiaux démobilitise les opérateurs d'une filière qui connaît de graves difficultés.

L'aquaculture connaît quelques problèmes liés au coût de l'acheminement aérien vers la métropole. Après un rebond au troisième trimestre, les exportations se sont à nouveau tassées au quatrième. Sur l'ensemble de l'année, les exportations de produits aquacoles progressent tout de même de 21 %. La filière visant à l'exportation de produits transformés et conditionnés est en sommeil.

En 2006, Mayotte a accueilli 31 100 touristes, soit une baisse de 20 % par rapport à 2005 (38 800). Comme à La Réunion, le secteur touristique a été fortement impacté par l'épidémie de chikungunya ; la médiatisation de cette épidémie a écarté bon nombre de visiteurs potentiels de ces destinations. Le nombre de touristes en voyage d'agrément a été divisé par deux par rapport à 2005. Le nombre de visiteurs venus à la rencontre de proches (tourisme affinitaire) a moins baissé : - 5 %. Par contre le nombre de visiteurs se déplaçant pour affaires a progressé de 53 %. Au total, les recettes liées à l'activité touristique progressent de 11 % par rapport à 2005. Les visiteurs de 2006 sont restés plus longtemps en moyenne et ont engagé des dépenses plus conséquentes. Les recettes globales s'élèvent à 16,3 millions d'euros.



La cueillette d'ylang à Mayotte.

## Tourisme d'affaires et échanges économiques

La forte progression du tourisme d'affaires est la traduction d'une intensification de l'activité économique et des échanges qu'elle génère. Elle participe à la hausse du trafic aérien et du nombre de passagers observée sur l'aéroport de Pamandzy. Le nombre de passagers a augmenté de 5,2 % et le fret aérien de 16 %. L'essor économique participe aussi à la hausse du trafic portuaire : les mouvements de navires ont augmenté de 31 % et le tonnage débarqué a suivi exactement la même évolution. La vocation de plate-forme d'éclatement du port de Longoni semble se confirmer en 2006. Le tonnage des marchandises débarquées pour transbordement a progressé de 35 %. Dans le domaine du transport aérien, l'ouverture, à la fin de l'année d'une ligne Mayotte-Nairobi-Paris devrait encore favoriser les échanges.

Le déficit chronique et important du commerce extérieur s'est encore creusé en 2006.

Les recettes liées aux exportations ne couvrent que 2 % des dépenses d'importations. Les premières progressent pourtant de 13 % par rapport à 2005, mais les importations s'accroissent de manière plus importante encore (+ 16 %). Elles ont été multipliées par 1,9 depuis l'an 2000. Les recettes douanières, à 86,9 millions d'euros progressent de 6,1 % sur un an.

L'impact de ces évolutions sur le marché du travail est difficile à apprécier. Les indicateurs les plus précoces, traditionnellement produits par la Direction du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ne sont plus publiés à la suite de l'installation en décembre 2005 à Mayotte de l'ANPE. Les statistiques relatives aux demandeurs d'emploi et au chômage ne sont pas encore disponibles. ▲

*Olivier FROUTÉ*

Chef de l'Antenne de l'Insee à Mayotte

et *Jean GAILLARD*

Directeur régional de l'Insee à La Réunion

<sup>1</sup> Source : Insee - Enquête Budget des familles 2005



# D

## es résultats corrects dans la plupart des secteurs

En 2006, l'économie mauricienne a affiché une croissance de 5,0 %, en nette hausse par rapport aux 2,2 % de l'exercice 2005. Le principal moteur de la croissance a été le secteur tertiaire qui a contribué pour 4,2 % à la croissance du PIB tandis que le secteur secondaire intervenait pour 1,2 % ; la contribution du secteur primaire a été marginale.

Le tourisme s'est relativement bien comporté en 2006, avec une croissance réelle de 3,5 %, contre 5,6 % en 2005. Cette moindre croissance en 2006 s'explique par les arrivées de touristes en provenance de la France et de La Réunion, qui ont nettement reflué à la suite de la publication d'informations alarmantes dans la presse sur l'épidémie de chikungunya, qui a frappé les îles de l'océan Indien, dont Maurice. Les entrées totales de touristes sont passées de 761 063 en 2005 à 788 276 en 2006 tandis que les recettes ont augmenté de 24,3 %, passant de 25 704 millions de roupies en 2005 à 31 942 millions en 2006.

### Politique budgétaire

Les recettes totales et dons ont légèrement reflué, passant de 20,0 % du PIB en 2005/2006 à 19,2 % en 2006/2007.

Les dépenses totales et prêts ont régressé, passant de 25,3 % du PIB en 2005/2006 à 23,6 % du PIB en 2006/2007.

Le déficit budgétaire pour l'exercice 2006 s'établit à 4,3 % du PIB contre 5,3 % pour l'exercice 2005. Ce déficit a été financé par des sources intérieures, bancaires et non-bancaires.

Les services financiers, ont quant à eux, connu une hausse de 7,0 %, bien meilleure que la hausse de 5,4 % de 2005. Cela est dû à une forte croissance des secteurs des assurances, des banques et autres activités de l'intermédiation financière (respectivement 5,0 %, 7,1 % et 11,0 %). Les transports, le stockage et les communications ont aussi enregistré une forte hausse de 7,2 % en 2006, moindre cependant que les 7,7 % établis en 2005. Le commerce de gros et de détail a connu une progression de 5,4 % en 2006 contre celle de 5,6 % en 2005, dû à une augmentation des prix des produits consommables et à une moindre croissance dans les activités du "Freeport".

### Redressement du secteur manufacturier et du BTP

Le secteur manufacturier affiche en 2006 un rythme de croissance de 3,9 % en 2006 après une contraction de 5,5 % en 2005. La production totale de la zone franche a en effet enregistré une croissance de 4,6 % après quatre années de repli de 2002 à 2005. Le secteur manufacturier, hors zone franche, a aussi retrouvé la croissance après une stabilisation en 2005 (+ 4,1 %). En revanche la production du sucre s'est réduite de 2,9 %, passant de 504 857 tonnes en 2006 par rapport à 519 816 tonnes en 2005.

Le secteur du Bâtiments et Travaux Publics s'est redressé en 2006, progressant de 5,1 % après une contraction de 5,2 % en 2005, grâce à la construction d'hôtels et la mise en œuvre de projets de "complexes touristiques intégrés" (*Integrated Resorts Schemes - IRS*).

### Les indicateurs macroéconomiques de base

Indicateurs	2005	2006
Population (en millions d'habitants)	1,248	1,256
PIB (Rs. Millions)	162,027	181,505
Revenu [PIB] par tête d'habitant par an (Rs.)	129,829	144,510
Taux de croissance du PIB (%)	2,2	5,0
Taux d'épargne (%)	17,3	16,2
Taux d'investissement (%)	21,3	24,0
Exportations FOB (Total) (Rs. Millions)	59,095	69,099
- Sucre	10,536	11,165
- Zone franche	28,954	33,707
Importations CIF (Rs. M)	93,282	115,612
Déficit budgétaire (% PIB)	5,3	4,3
Chômage (%)	9,6	9,1
Inflation - Année financière (%)	5,1	10,7
Nombre de firmes dans la Zone Franche	506	434

Le Produit Intérieur Brut (PIB) est la valeur marchande de tous les biens et services produit par une économie au cours d'une période donnée (1 an). La croissance du PIB, c'est l'augmentation dans le temps (c'est-à-dire le changement d'une année à l'autre) du PIB.

### Part sectorielle de l'économie en % du Produit Intérieur Brut

Secteurs	2005	2006
Agriculture	6,0	5,6
- Sucre	3,2	2,8
Secteur Manufacturier	19,9	20,0
- Zone Franche	7,5	7,5
Tourisme	7,7	8,5
Services Financiers	10,3	10,3

Source : Ministère des Finances et du Développement Economique et Bureau des Statistiques

Le secteur primaire, dominé principalement par l'agriculture, a connu une hausse de 0,6 % en 2006 après une contraction de 5,4 % en 2005. La production de canne à sucre continue à diminuer avec une contraction de 2,9 % mais elle est compensée par une croissance de 4,5 % des "autres activités de l'agriculture". ▲

Maya RAMCHURUN  
Economist, Ministry of Finance and  
Economic Développement

### Position extérieure

Le déficit courant de la balance des paiements s'est significativement détérioré, pour atteindre un niveau de 7,4 % du PIB en 2006 contre 5,2 % en 2005. Cette dégradation s'explique largement par un creusement de la balance commerciale, qui a dans une certaine mesure été compensé par l'effet conjugué de l'excédent des services et des transferts courants. Ce creusement résulte de l'accroissement des importations, propulsés par l'alourdissement de la facture pétrolière.





# Un programme de réforme d'envergure

Les autorités mauriciennes ont commencé des réformes d'envergure notamment à travers le Budget 2006-2007 adopté en juin 2006. Les mesures annoncées visent à revitaliser les secteurs existants et faciliter l'émergence de nouveaux piliers de croissance. L'objectif primordial est de créer 50 000 emplois en cinq ans et doubler le revenu par habitant d'ici dix ans.

Le gouvernement a présenté une réforme de la politique fiscale de l'État. L'impôt sur les compagnies devrait passer de 25 % à 15 % à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2007. Des mesures visent à améliorer la participation et la cohésion sociale grâce à un programme de promotion intitulé "Empowerment Programme". Ce programme est doté d'un budget de 5 milliards de roupies mauriciennes (150 millions de dollars) sur cinq ans, ce qui constitue un pas dans la bonne direction. Il va s'attacher à favoriser la promotion des travailleurs et à libérer des terrains pour les logements sociaux et les petites entreprises. Il apportera aussi un soutien financier et technique aux petites et moyennes entreprises.

500 millions de roupies sont prévus pour transformer l'industrie sucrière en industrie de la canne en valorisant toute la filière. Le programme de réforme vise deux objectifs majeurs notamment réduire les coûts de production dans les champs et à l'usine et améliorer et développer les sous-produits de la canne.

## Trois chocs, trois défis

Trois chocs sur les échanges extérieurs menacent le développement économique et social de Maurice. Le premier résulte de la fin de l'Accord Multifibre (l'AMF), le 1<sup>er</sup> janvier 2005, le deuxième tient à la décision de l'Union Européenne d'abaisser son prix garanti du sucre et, partant de réduire de 36 % le prix du sucre importé de Maurice sur la période 2006 à 2009. L'envolée récente des cours énergétiques mondiaux a provoqué le troisième choc.

Le démantèlement de l'AMF a rétréci l'accès préférentiel de Maurice aux marchés de l'Union Européenne des États-Unis. De nombreuses entreprises ont mis la clé sous la porte ou ont dû s'adapter à la disparition du traitement préférentiel, ce qui a conduit à des suppressions d'emplois et à des regroupements.

Les impératifs de réforme du régime sucrier communautaire ont conduit la Commission Européenne à recommander de réduire de 36 % en quatre ans (2006-2010) le prix garanti aux producteurs européens, et par ricochet aux producteurs ACP bénéficiaires du protocole sucre.

Dans le secteur manufacturier, la distinction entre entreprises appartenant ou non à la Zone Franche sera progressivement éliminée. Les droits de douane sur tous les intrants destinés aux entreprises industrielles indépendamment de leur statut seront supprimés. Le National Equity Fund sera mis à contribution pour financer la restructuration des entreprises moyennant la mise à disposition de la moitié de ses 500 millions de roupies sous forme de fonds participatifs.

## Objectif : 2 millions de touristes en 2015

Dans le secteur touristique, le gouvernement s'est fixé comme objectif d'accueillir 2 millions de touristes en 2015. À cet effet, le Mauritius Tourism Promotion Authority sera dotée de tous les moyens nécessaires pour la promotion touristique et la diversification des marchés touristiques. Le secteur hôtelier sera appelé au cours des cinq prochaines années à investir dans la construction de 25 000 chambres supplémentaires. De son côté, le gouvernement va poursuivre sa politique de libéralisation de l'accès aérien de l'île.

Pour favoriser le développement des services des technologies de l'information et des communications, le gouvernement baisse les tarifs de connexions internationales à haut débit utilisées par les fournisseurs d'accès. Le gouvernement confirme également son intention de participer au projet du nouveau câble sous-marin à fibre optique EASSY reliant l'Afrique du Sud au Soudan. La volonté de former le maximum de Mauriciens dans ce secteur est une priorité du gouvernement.

Dans le domaine des services financiers, plusieurs nouvelles mesures sont proposées pour permettre leur développement, leur modernisation et leur diversification.

Le gouvernement compte aussi mettre l'accent sur le développement des secteurs émergents tels que le "seafood hub", le "land based oceanic industry", le "knowledge hub", le "pharmaceutical hub" et l'expansion du tourisme vers les services de l'hospitalité et des loisirs. ▲

Maya RAMCHURUN,  
Economist, Ministry of Finance and  
Economic Développement





# D

## es résultats corrects dans la plupart des secteurs

En 2006, l'économie mauricienne a affiché une croissance de 5,0 %, en nette hausse par rapport aux 2,2 % de l'exercice 2005. Le principal moteur de la croissance a été le secteur tertiaire qui a contribué pour 4,2 % à la croissance du PIB tandis que le secteur secondaire intervenait pour 1,2 % ; la contribution du secteur primaire a été marginale.

Le tourisme s'est relativement bien comporté en 2006, avec une croissance réelle de 3,5 %, contre 5,6 % en 2005. Cette moindre croissance en 2006 s'explique par les arrivées de touristes en provenance de la France et de La Réunion, qui ont nettement reflué à la suite de la publication d'informations alarmantes dans la presse sur l'épidémie de chikungunya, qui a frappé les îles de l'océan Indien, dont Maurice. Les entrées totales de touristes sont passées de 761 063 en 2005 à 788 276 en 2006 tandis que les recettes ont augmenté de 24,3 %, passant de 25 704 millions de roupies en 2005 à 31 942 millions en 2006.

### Politique budgétaire

Les recettes totales et dons ont légèrement reflué, passant de 20,0 % du PIB en 2005/2006 à 19,2 % en 2006/2007.

Les dépenses totales et prêts ont régressé, passant de 25,3 % du PIB en 2005/2006 à 23,6 % du PIB en 2006/2007.

Le déficit budgétaire pour l'exercice 2006 s'établit à 4,3 % du PIB contre 5,3 % pour l'exercice 2005. Ce déficit a été financé par des sources intérieures, bancaires et non-bancaires.

Les services financiers, ont quant à eux, connu une hausse de 7,0 %, bien meilleure que la hausse de 5,4 % de 2005. Cela est dû à une forte croissance des secteurs des assurances, des banques et autres activités de l'intermédiation financière (respectivement 5,0 %, 7,1 % et 11,0 %). Les transports, le stockage et les communications ont aussi enregistré une forte hausse de 7,2 % en 2006, moindre cependant que les 7,7 % établis en 2005. Le commerce de gros et de détail a connu une progression de 5,4 % en 2006 contre celle de 5,6 % en 2005, dû à une augmentation des prix des produits consommables et à une moindre croissance dans les activités du "Freeport".

### Redressement du secteur manufacturier et du BTP

Le secteur manufacturier affiche en 2006 un rythme de croissance de 3,9 % en 2006 après une contraction de 5,5 % en 2005. La production totale de la zone franche a en effet enregistré une croissance de 4,6 % après quatre années de repli de 2002 à 2005. Le secteur manufacturier, hors zone franche, a aussi retrouvé la croissance après une stabilisation en 2005 (+ 4,1 %). En revanche la production du sucre s'est réduite de 2,9 %, passant de 504 857 tonnes en 2006 par rapport à 519 816 tonnes en 2005.

Le secteur du Bâtiments et Travaux Publics s'est redressé en 2006, progressant de 5,1 % après une contraction de 5,2 % en 2005, grâce à la construction d'hôtels et la mise en œuvre de projets de "complexes touristiques intégrés" (*Integrated Resorts Schemes - IRS*).

### Les indicateurs macroéconomiques de base

Indicateurs	2005	2006
Population (en millions d'habitants)	1,248	1,256
PIB (Rs. Millions)	162,027	181,505
Revenu [PIB] par tête d'habitant par an (Rs.)	129,829	144,510
Taux de croissance du PIB (%)	2,2	5,0
Taux d'épargne (%)	17,3	16,2
Taux d'investissement (%)	21,3	24,0
Exportations FOB (Total) (Rs. Millions)	59,095	69,099
- Sucre	10,536	11,165
- Zone franche	28,954	33,707
Importations CIF (Rs. M)	93,282	115,612
Déficit budgétaire (% PIB)	5,3	4,3
Chômage (%)	9,6	9,1
Inflation - Année financière (%)	5,1	10,7
Nombre de firmes dans la Zone Franche	506	434

Le Produit Intérieur Brut (PIB) est la valeur marchande de tous les biens et services produit par une économie au cours d'une période donnée (1 an). La croissance du PIB, c'est l'augmentation dans le temps (c'est-à-dire le changement d'une année à l'autre) du PIB.

### Part sectorielle de l'économie en % du Produit Intérieur Brut

Secteurs	2005	2006
Agriculture	6,0	5,6
- Sucre	3,2	2,8
Secteur Manufacturier	19,9	20,0
- Zone Franche	7,5	7,5
Tourisme	7,7	8,5
Services Financiers	10,3	10,3

Source : Ministère des Finances et du Développement Economique et Bureau des Statistiques

Le secteur primaire, dominé principalement par l'agriculture, a connu une hausse de 0,6 % en 2006 après une contraction de 5,4 % en 2005. La production de canne à sucre continue à diminuer avec une contraction de 2,9 % mais elle est compensée par une croissance de 4,5 % des "autres activités de l'agriculture". ▲

Maya RAMCHURUN  
Economist, Ministry of Finance and  
Economic Développement

### Position extérieure

Le déficit courant de la balance des paiements s'est significativement détérioré, pour atteindre un niveau de 7,4 % du PIB en 2006 contre 5,2 % en 2005. Cette dégradation s'explique largement par un creusement de la balance commerciale, qui a dans une certaine mesure été compensé par l'effet conjugué de l'excédent des services et des transferts courants. Ce creusement résulte de l'accroissement des importations, propulsés par l'alourdissement de la facture pétrolière.





# Un programme de réforme d'envergure

Les autorités mauriciennes ont commencé des réformes d'envergure notamment à travers le Budget 2006-2007 adopté en juin 2006. Les mesures annoncées visent à revitaliser les secteurs existants et faciliter l'émergence de nouveaux piliers de croissance. L'objectif primordial est de créer 50 000 emplois en cinq ans et doubler le revenu par habitant d'ici dix ans.

Le gouvernement a présenté une réforme de la politique fiscale de l'État. L'impôt sur les compagnies devrait passer de 25 % à 15 % à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2007. Des mesures visent à améliorer la participation et la cohésion sociale grâce à un programme de promotion intitulé "Empowerment Programme". Ce programme est doté d'un budget de 5 milliards de roupies mauriciennes (150 millions de dollars) sur cinq ans, ce qui constitue un pas dans la bonne direction. Il va s'attacher à favoriser la promotion des travailleurs et à libérer des terrains pour les logements sociaux et les petites entreprises. Il apportera aussi un soutien financier et technique aux petites et moyennes entreprises.

500 millions de roupies sont prévus pour transformer l'industrie sucrière en industrie de la canne en valorisant toute la filière. Le programme de réforme vise deux objectifs majeurs notamment réduire les coûts de production dans les champs et à l'usine et améliorer et développer les sous-produits de la canne.

## Trois chocs, trois défis

Trois chocs sur les échanges extérieurs menacent le développement économique et social de Maurice. Le premier résulte de la fin de l'Accord Multifibre (l'AMF), le 1<sup>er</sup> janvier 2005, le deuxième tient à la décision de l'Union Européenne d'abaisser son prix garanti du sucre et, partant de réduire de 36 % le prix du sucre importé de Maurice sur la période 2006 à 2009. L'envolée récente des cours énergétiques mondiaux a provoqué le troisième choc.

Le démantèlement de l'AMF a rétréci l'accès préférentiel de Maurice aux marchés de l'Union Européenne des États-Unis. De nombreuses entreprises ont mis la clé sous la porte ou ont dû s'adapter à la disparition du traitement préférentiel, ce qui a conduit à des suppressions d'emplois et à des regroupements.

Les impératifs de réforme du régime sucrier communautaire ont conduit la Commission Européenne à recommander de réduire de 36 % en quatre ans (2006-2010) le prix garanti aux producteurs européens, et par ricochet aux producteurs ACP bénéficiaires du protocole sucre.

Dans le secteur manufacturier, la distinction entre entreprises appartenant ou non à la Zone Franche sera progressivement éliminée. Les droits de douane sur tous les intrants destinés aux entreprises industrielles indépendamment de leur statut seront supprimés. Le National Equity Fund sera mis à contribution pour financer la restructuration des entreprises moyennant la mise à disposition de la moitié de ses 500 millions de roupies sous forme de fonds participatifs.

## Objectif : 2 millions de touristes en 2015

Dans le secteur touristique, le gouvernement s'est fixé comme objectif d'accueillir 2 millions de touristes en 2015. À cet effet, le Mauritius Tourism Promotion Authority sera dotée de tous les moyens nécessaires pour la promotion touristique et la diversification des marchés touristiques. Le secteur hôtelier sera appelé au cours des cinq prochaines années à investir dans la construction de 25 000 chambres supplémentaires. De son côté, le gouvernement va poursuivre sa politique de libéralisation de l'accès aérien de l'île.

Pour favoriser le développement des services des technologies de l'information et des communications, le gouvernement baisse les tarifs de connexions internationales à haut débit utilisées par les fournisseurs d'accès. Le gouvernement confirme également son intention de participer au projet du nouveau câble sous-marin à fibre optique EASSY reliant l'Afrique du Sud au Soudan. La volonté de former le maximum de Mauriciens dans ce secteur est une priorité du gouvernement.

Dans le domaine des services financiers, plusieurs nouvelles mesures sont proposées pour permettre leur développement, leur modernisation et leur diversification.

Le gouvernement compte aussi mettre l'accent sur le développement des secteurs émergents tels que le "seafood hub", le "land based oceanic industry", le "knowledge hub", le "pharmaceutical hub" et l'expansion du tourisme vers les services de l'hospitalité et des loisirs. ▲

Maya RAMCHURUN,  
Economist, Ministry of Finance and  
Economic Développement

